GM&S : La force des travailleurs/euses, c'est la grève !



Après être passée entre les mains de multiples crapules et avoir subi de nombreux redressements judiciaires a causes de ses gérants/actionnaires, l'usine de mécanique spécialisée actuellement "propriété" de GM&S et sous traitante notamment de Renault et PSA (groupes réputés pour leur coupes budgétaires et les licenciements à tour de bras) risque a nouveau d'être placée en redressement judiciaire. Les premier.e.s affecté.e.s sont évidemment les ouvrier.e.s, qui se battent depuis des mois pour maintenir les 279 emplois du site.

Pour se faire entendre, de nombreuses actions sont menées depuis des mois : opérations escargot sur l'A20 et la RN145, blocages des sites et plateformes logistiques des constructeurs PSA et Renault à Poissy, au Mans, à Villeroy, à Dompierre-su--Besbre, manifestation sur les Champs Élysées, devant les devantures reluisantes des magasins PSA et Renault. Rien n'y a fait : grand patronat et politiciens a son service n'ont fait que blablater, repousser des rendez-vous, mettre un terme aux négociations.

C'est dans ces conditions que les salarié.e.s, réuni.e.s et organisé.e.s au sein de l'intersyndicale CGT/FO ont décidé collectivement de radicaliser leur lutte, en piégeant leur usine et en menaçant de la faire exploser. Yann Augras, délégué CGT l'affirme : « nous avons piégé l'usine avec des bonbonnes des gaz, pleines évidemment, [...] et avec de l'essence déversée dans les tunnels, sous les presses automatiques. Une allumette et tout brûle, même les pompiers ne pourrons pas arrêter le feu »[1]. En plus de ces installations, qui devraient faire réfléchir à deux fois quiconque viendrait faire des promesses qui ne seront pas tenues, les salarié.e.s ont détruit une partie de leur outil de travail : une machine à commande numérique et une presse servant à produire des pièces pour le constructeur Peugeot; en un mot, il s'agit de taper la ou ca fait mal. Cela sonne comme des mises en garde : moins vous nous écouterez, plus nous irons loin. Depuis hier, des équipes de travailleurs/euses se relaient pour occuper le site, de jour comme de nuit, avec le soutiens des habitant.e.s de la Souterraine. Aujourd'hui, l'usine leur appartient.

Classe contre classe, nous contre eux.

Quelques jours avant l'investiture du banquier de la république et avant la date butoir du 23 mai qui signera la mise en liquidation de l'usine, la situation est donc explosive. Pour autant, que peuvent attendre les ouvrier.e.s d'un "président" au service du MEDEF, qui a déclaré « les salariés doivent travailler plus, sans être payés plus » et qui s'apprête a gouverner par ordonnances? Rien, si ce n'est de belles paroles qui, si elles permettront peut-être de momentanément trouver un accord avec PSA et Renault, ne permettent pas de mettre un terme au fléau que sont les fermetures d'usines a

répétitions, sous couvert de "compétitivité".

Comme le rappelle Yann Augras, l'entreprise est passée entre les mains de 6 patrons, dont l'un avait déjà 9 redressements judiciaires a son tableau. Ces ordures capitalistes voient les usines comme des tickets de PMU : ils "investissent" en espérant faire le plus de profits en un temps minimal. Peu leur importent les conditions de travail, les salaires, les heures travaillées. Ce qui compte, c'est faire un profit maximum en un temps minimum. Pour cela, ils n'hésitent pas à "abaisser les coûts de production", c'est à dire licencier, ne pas payer les heures supplémentaires etc. Les salarié.e.s de GM&S y sont aujourd'hui confronté : leur patron et ses amis actionnaires ne gagnent pas assez d'argent sur leur dos. Du coup, ils s'en vont, ils partent se cacher dans un autre endroit, reniflant chaque recoin à l'affût d'une entreprise "en difficulté", afin d'appliquer leur fameuse technique du "redressement".

Parallèlement, le négociateur en charge du dossier a fait des propositions aux constructeurs Renault et PSA. Ceux-ci les ont balayés d'un revers de main. Renaud Le Youdec (le négociateur) affirme pourtant « depuis mon arrivée ici, les salarié.e.s ont consenti de réels efforts : ils et elles ont continué à produire et renoncé à tout mouvement social ; ils et elles ont, ce qui n'était pas acquis, accepté le principe d'un plan de licenciements et ont même accepté, sur mes conseils, de répondre favorablement à la demande urgente de Renault à qui ils ont fourni des pièces car celles qu'ils avaient fait produire ailleurs étaient bloquées [au Brésil, ndlr]».[2]

Pour les actionnaires et les patrons de PSA (dont le salaire était de 15 millions d'euros en 2016[3]) et Renault, cela ne suffit pas. Pas plus que pour le repreneur éventuel GMD qui a disparu des radars depuis quelques jours.

Face à de telles pourritures, que peuvent espérer les salarié.e.s de GM&S (et celles et ceux en lutte partout ailleurs), si ce n'est la promesse d'un nouveau carnet de commande, pendant une période donnée, et sous certaines conditions drastiques ? Probablement rien de plus. Macron, banquier d'affaire qui se pose en directeur de la startup "France" et qui s'apprête à négocier, ne se contentera que du minimum pour asseoir sa stature de président a l'écoute. Il ne trompera personne.

Par leur radicalité, les salarié.e.s ont enfin réussi à attirer l'attention vers elles et eux. Enfin les médias nationaux tournent leurs caméras et leurs stylos du côté des travailleurs/euses, loin de la farce électorale qui s'est jouée depuis des mois. C'est effectivement l'occasion de revendiquer haut et fort le maintien de tous les emplois, le maintien des salaires et la promesse d'une activité maintenue sur le long terme. Vincent Labrousse, délégué syndical CGT s'exprime en ces termes : « Ce qu'on veut, ce sont des réunions sérieuses, avec des gens sérieux autour de la table. Et, pour avoir ça, on n'a pas d'autre choix que d'occuper l'usine. On continue à livrer un certain nombre de productions, mais derrière, on occupe l'usine. Puisqu'ils veulent nous liquider, on ne va pas laisser l'usine en l'état. C'est triste à dire, mais on en est là. »

Camarades, ne vous excusez pas ! Au contraire : c'est aussi l'occasion d'aller plus loin

et de montrer que celles et ceux qui font tourner l'usine de la Souterraine, ce sont les salarié.e.s, pas les patrons ni les actionnaires ! Ce qui fait peur au patronat, c'est que les ouvrier.e.s prennent conscience de leur force. C'est ce qu'il se passe à la Souterraine, c'est ce qu'il faut appliquer partout.

Comme nous l'avons dis, une nouvelle réunion de négociations aura lieu lundi matin, avec les grands groupes et le nouveau président. Parallèlement et pour maintenir la pression, la CGT appelle à une manifestation nationale a la Souterraine mardi 16 mai.

La lutte des classes fait irruption à peine le "mandat" de Macron débuté. Il est nécessaire de saisir l'occasion pour expliquer que le capitalisme est la cause de toutes "restructurations" à répétition. Tant que nous n'aurons pas conscience de la nécessité d'en finir avec ce système, nous serons condamné.e.s à subir des attaques de plus en plus violentes.

- Soutien a la lutte des salarié.e.s de GM&S !
- Organisons le Front Social, pour lutter face au patronat et à Macron
- LA FORCE DES TRAVAILLEURS/EUSES, C'EST LA GRÈVE !

---

1 http://la-bas.org/la-bas-magazine/entretiens/a-la-souterraine-tout-va-peter

2 http://www.liberation.fr/futurs/2017/05/11/balades-par-psa-et-renault-les-ouvriers-de-gms-se-disent-prets-a-faire-exploser-leur-usine_1568887

3 http://www.liberation.fr/futurs/2016/03/25/le-pdg-de-psa-carlos-tavares-double-son-salaire_1442120

Tristan Daul, le 14 mai 2017